

le débat du jour

Des décisions politiques pour 2050 : courageux ou trop facile ?

La Wallonie pourrait décider la fin de l'urbanisation à tous crins au sud du pays dès 2050. Il y a quelques semaines, il situait en 2030 la fin du diesel. Décisions d'avenir fortes ou options dont l'horizon lointain n'engage que relativement.

Pierre Verjans

Pierre Verjans est professeur de sciences politiques à l'Université de Liège et à l'Université du Nord-Kivu, au Congo. Il a notamment coécrit « Introduction aux doctrines et aux idées politiques » (avec Frédéric Claesse et Maxime Couinet, De Boeck, 2017).

« Dans beaucoup de dossiers, une rupture n'est pas efficace »

Pour Pierre Verjans, certaines décisions doivent inévitablement être programmées dans un temps long. Mais il s'agit de voir quels instruments sont mis en place pour atteindre l'objectif annoncé.

Faire des annonces sur des échéances à long terme, est-ce facile ou courageux ?
A priori, de manière un peu cynique, on peut dire que c'est facile et que ça risque d'être des décisions incantatoires. Le problème est de savoir ce qui est mis en œuvre dès le début, et puis ce qui est programmé et quels seront les moyens de contrôle de cette mise en œuvre dans les mandats suivants.

À l'inverse, on dit souvent que le monde politique est incapable d'agir autrement qu'à court terme.
Il y a évidemment des décisions dont l'adoption ne peut avoir lieu du jour au lendemain. Quand Ecolo a fait voter la fin du nucléaire, ce n'était pas pour l'année suivante et c'est normal. Dire qu'on va faire face aux problèmes environnementaux, c'est évidemment une bonne chose, et c'est peut-être une manière d'installer des procédures à long terme. Cela nécessite des échéances intermédiaires. Il ne faut pas oublier non plus qu'il y

« Dans beaucoup de dossiers, une rupture n'est pas efficace »

a une responsabilité du gouvernement au moment où il agit, mais que cela laisse bien entendre la liberté aux gouvernements suivants d'avoir des opinions divergentes et de pouvoir amender ou remettre en cause des décisions qui n'auraient été prises. C'est aussi ça, le système démocratique.

Quelle est l'échelle d'action politique raisonnable pour ne pas sombrer dans le court-termisme tout en évitant de prendre des décisions aux effets trop lointains ?
En 2050, les hommes et femmes politiques actuels/les ne seront plus là, mais les effets politiques de leurs décisions se feront sentir. C'est le sens de la maxime classique : « Gouverner, c'est prévoir. » Les fortifications autour du port d'Anvers prévues par Léopold II en 1860, provoquant un levée de bouilliers en Flandre, ont servi en 1914, soit près de soixante ans plus tard. Certains investissements ne sont pas utiles à court terme, mais à long, voire très long terme. Cela dépend de l'objet sur lequel on décide et des méthodes que l'on met en place.

Exemple, pour la fin du diesel en Wallonie en 2030, il faut faire des échéances et des objectifs intermédiaires, mettre en place un système de vérification.
Revenons aussi que la décision de 2003 de mettre fin au nucléaire impliquait que les gouvernements suivants devaient

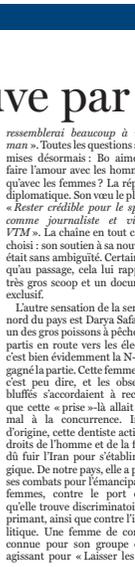
Pascal Delwit

Pascal Delwit est professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles et membre du Centre d'études de la vie politique (Cevipol). Auteur de très nombreux ouvrages et publications sur les paysages politiques belge et européen, ses thèmes de recherche principaux sont la vie et l'évolution des partis politiques en Belgique et en Europe, l'étude du comportement électoral et la qualité de la démocratie.

Prendre une série de mesures de transition énergétique.
Qui n'ont pas été prises. C'est vrai. Il y a eu une attitude de passivité des gouvernements suivants, qui était une manière d'enterrer la loi qu'ils avaient votée pour faire plaisir à leur partenaire de majorité de l'époque, Ecolo.

C'est le risque des projets à si long terme...
C'est vrai, mais il est difficile de faire autrement. Mais le secrétaire d'État à l'Énergie de l'époque (Ecolo Olivier Deleuze, NDLR) avait dit : « De toute façon, ce que nous avons cassé, c'est une logique d'investissements. »
Au-delà de la concrétisation d'une annonce, cette annonce a déjà un effet ?
Il y a clairement un effet d'ajustement, lié à la planification par l'État d'une décision à long terme. Des gens se disent qu'ils doivent ajuster leur façon d'agir. La planification aide les investisseurs privés à s'adapter aux règles qui vont être votées. Dans beaucoup de dossiers, créer une rupture n'est pas efficace, voire est inapplicable, comme je l'ai dit pour le nucléaire. Encore une fois, il s'agit de voir si des instruments sont mis en place pour atteindre les objectifs qu'on se fixe à long terme. ■

Propos recueillis par CORÉNTIN DI PRIMA



« S'engager pour l'avenir, ce n'est pas toujours s'engager »

Le risque politique des engagements à long terme est lié au délai après lequel ils produisent des effets, selon Pascal Delwit.

Des décisions à l'horizon de 20 ou 30 ans, est-ce que c'est courageux ou un peu facile ?
Un exécutif, un parlement qui prend des décisions dans un temps relativement long, en tout cas bien au-delà de la durée de mandat d'un ministre, ne prend pas de risques majeurs. Ce n'est pas opérationnel, ce n'est pas un acte qui incite le secteur à s'adapter. Si, en revanche, on interdit le diesel dans les quatre ans, on tombe dans la zone de renouvellement et on est opérant. Les seules mesures qui valent sont celles qui engagent.

Un ajustement budgétaire pour la législature suivante, ce n'est pas s'engager...
Tout cela montre que les temps politiques peuvent être variés. En fait, le milieu politique est confronté à énormément de temporalités. Dans les politiques publiques, il peut y avoir des temporalités sur 20 ans. C'est par exemple ce qui se passe quand on décide de construire une ligne à grande vitesse. On ne peut pas produire des effets majeurs à l'échelle d'un mandat. Il y a aussi un lien entre les décisions prises par les députés de la majorité ne soient pas convaincues à long terme alors qu'on sait que ça va être important de citoyens est demandeur d'effets visibles assez rapidement. Autre exemple, celui du Pacte de la législature, mais ce n'est pas la seule, il y en a d'autres qui peuvent évoluer très rapidement. Pour prendre un exemple belge, à la rentrée parlementaire d'octobre dernier, après le changement de majorité wallonne, la tonalité de la presse était de dire en

« Le MR est le vainqueur de l'opération ». Fin décembre, début janvier, la tonalité a changé et devient : « Le MR est chahuté, est boussulé. » En trois mois, le regard évolue considérablement. Idem en Grande-Bretagne où, à quelques semaines d'intervalle, on a annoncé une défaite des travaillistes puis un coude-à-coude avec les conservateurs. Il n'y a pas, je crois, un milieu, une profession où les temporalités peuvent être si multiples et si diverses qu'une semaine, un mois, un an, quinze ans.

Avoir une vision à long terme, qui renferme de vrais engagements, pour reprendre votre distinction, est-ce que c'est payant en politique ?
Il est difficile que ce soit payant. Imaginez qu'un exécutif prenne une mesure de recherche et développement mais que celle-ci ne produise ses effets que dix ans plus tard. Qui va revendiquer les effets ? L'actualité exécutif ? Bien souvent, les temporalités sont telles que cela peut même être des adversaires qui se prévalent des avantages d'une politique معينة. Cela renvoie en quelque sorte à de grandes questions : la politique, est-ce d'abord faire des choses au nom de la vision d'un intérêt général ou faire des choses dans le but de se faire réélire ? ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MATTHIEU COLINET

« Le féminisme est un humanisme, ce n'est pas une guerre de tranchées. Être impitoyable envers un comportement sexiste n'est pas faire la guerre à l'autre sexe. »

CHRISTIANE TAUBIRA, ANCIENNE MINISTRE FRANÇAISE DE LA JUSTICE, DANS « LIBÉRATION ».



la carte blanche

Vanessa Matz Députée fédérale (CDH)

L'Europe doit faire plus que miser sur la seule compétitivité

La croissance ne peut constituer à elle seule un objectif commun à l'Europe. Si elle persiste à faire l'impasse sur l'origine d'une nécessaire solidarité à grande échelle, l'eurozone ne remplira pas sa part de contrat social.

C'arrefour illustre très exactement les paradoxes et les contradictions de nos sociétés avancées et des dégâts humains qu'elles peuvent provoquer comme aujourd'hui à Belle-Île et dans tout le pays. Des lors que nos sociétés privilégient les intérêts de deux groupes, les consommateurs et les actionnaires aux dépens d'un troisième, les travailleurs, ce risque existe. Ce sont en effet ces derniers qui assurent le coût du changement face à la double loi contre le progrès ! Le grand économiste Schumpeter ne parle-t-il pas de « destruction créatrice » pour désigner le processus de remplacement de capacités obsolescentes par de nouvelles ? L'Europe a exacerbé ce conflit fondamental dont font les frais les travailleurs, les PME touchées par les fermetures des hôpitaux et supermarchés, et les pouvoirs publics – sécurité sociale et pouvoirs locaux – qui subissent un manque à gagner, voient croître les charges notamment des CPAS et sont confrontés aux friches industrielles.

La compétitivité, oui, mais... Le reste que les arbres ne peuvent pas jusqu'au ciel et que les évolutions peuvent s'inverser : l'irruption d'un concurrent, une fusion-acquisition par un repreneur étranger, une innovation technologique majeure – aujourd'hui le commerce électronique et demain la robotique – et voilà que la spirale s'inverse et c'est la fermeture et les sdrames individuels et familiaux. On me dira : mais c'est dans la nature des choses ! En économie de marché, on ne lutte pas contre le progrès ! Le grand économiste Schumpeter ne parle-t-il pas de « destruction créatrice » pour désigner le processus de remplacement de capacités obsolescentes par de nouvelles ? L'Europe a exacerbé ce conflit fondamental dont font les frais les travailleurs, les PME touchées par les fermetures des hôpitaux et supermarchés, et les pouvoirs publics – sécurité sociale et pouvoirs locaux – qui subissent un manque à gagner, voient croître les charges notamment des CPAS et sont confrontés aux friches industrielles.

Un cercle vertueux
L'Europe a en effet joué la grande dimension, en occurrence un grand marché sans frontières pour permettre aux grandes entreprises de bénéficier d'économies d'échelle et de se faire concurrence. Le consommateur perçoit les bénéfices, en termes de pouvoir d'achat, de la concurrence entre grands groupes qui se fait parfois aux dépens de sous-traitants et de fournisseurs plus vulnérables. Mais ce qui hélas n'est pas vrai lorsque le chômage s'est fait structurel, comme dans plusieurs pays de l'Europe depuis des années, tandis que dans les autres le précarité remplace le chômage. Le travail, salarié et indépendant, devient donc la principale variable d'ajustement. Aux plans sociaux répondent l'emploi. Par ailleurs, la rentabilité de la grande distribution qui évite le petit commerce et incite à modifier le périmètre urbain des villes, va en concurrence avec le commerce de proximité.

La tragédie européenne
C'est la tragédie de l'Europe : elle mise tout sur la seule compétitivité pour atteindre à la croissance sans se préoccuper des problèmes. Une fermeture ici est compensée par des ouvertures ailleurs. Il n'existe de chômage que frictionnel entre deux emplois, ce qui hélas n'est pas vrai lorsque le chômage s'est fait structurel, comme dans plusieurs pays de l'Europe depuis des années, tandis que dans les autres le précarité remplace le chômage. Le travail, salarié et indépendant, devient donc la principale variable d'ajustement. Aux plans sociaux répondent l'emploi. Par ailleurs, la rentabilité de la grande distribution qui évite le petit commerce et incite à modifier le périmètre urbain des villes, va en concurrence avec le commerce de proximité.

LE SOIR
Dans une carte blanche, Xavier Borel, directeur général de l'Union Nationale des Mutualités Liégeoises, s'interroge : quel est l'intérêt d'avoir sur le territoire bruxellois trois plans santé distincts ? La prévention des maladies infectieuses et non infectieuses, la promotion d'un mode de vie sain, ou encore la lutte contre la souffrance mentale sont autant de défis communs à toutes les entités fédérées... qui auraient vraiment intérêt à travailler ensemble.

LE SOIR
Lisez la carte blanche adressée par onze députés européens aux grands distributeurs pour réclamer le retrait des rayons de tous les produits contenant du glyphosate, qui constituent une menace directe pour la survie des abeilles.

#visa pour la Flandre

Béatrice Delvaux Éditorialiste en chef

La sensation par les femmes : la preuve par Darya et Bo



Bart De Wever peut être fier : la dentiste irano-belge Darya Safai est une des grosses prises « électorales » du moment. © PHOTO NEWS

« Flandre fabrique des « BV » à la vitesse de l'éclair. C'est *Belandje Vlamingen*, ces Flamands connus, portent toute une dynamique au nord du pays, politique, économique et aussi sociologique. La preuve en est de nouvelles élections éclatantes cette semaine, par deux femmes qui ont chacune à leur manière, créé l'événement. Le coup le plus fort est sans doute celui de la candidate à la chaîne commerciale, qui a exposé et revendiqué « son » journalisme spécialisé en matière internationale, devenu soudain « sa » meilleure image : Baudouin Van Spillbeeck s'est ainsi révélé lundi matin en tant que Bo Van Spillbeeck, déclarant à 58 ans, sa décision de devenir une femme. Ce qui était, depuis ses huit ans, son secret caché, est devenu lundi une victoire sur soi-même mais surtout une affirmation consensuelle, ouverte et in fine très belle d'une nouvelle personnalité. Dans une société flamande longtemps marquée par un certain conservatisme et l'influence des milieux catholiques, la manière dont la famille, l'employeur et les médias ont géré cette annonce surprise ne peut que servir la cause de ceux et celles qui ne se sentent pas à l'aise avec leur identité sexuelle. Cette émancipation assumée ne peut que faire progresser une

cause et aider ceux et celles qui hésitent à dévoiler leur secret et un conflit intérieur qui pour certains/les, se terminent en suicide. Sur de nombreuses pages de journaux, « Bo » journaliste très reconnue (ce) par ses pairs, a expliqué ce qui dans sa nouvelle vie allait ou pas changer, permettant ainsi une rare immersion dans un nouveau destin souvent caché au public. « Mes enfants pourront encore me dire papa », déclarait ainsi Bo Anne Marie Marthe - « Anne Marie en hommage à ma maman ». Sa femme, son fils et sa fille assument cette nouvelle identité : « La grande peur de ma femme était que les enfants ne viennent plus à la maison ce que nous ne verrions pas nos futurs petits-enfants. La crainte de nos enfants était que Marianne et moi nous séparions. Rien de tout cela n'est arrivé : nous allons faire un succès de tout ceci. » Bo a dévoilé sa blondeur lundi aux spectateurs de VTM - « J'ai tout osé, c'était le blond qui m'allait le mieux » ; et le calendrier de ses prochaines opérations aux lecteurs du *Laatste Nieuws* - deux opérations de visage dont une réduction du nez, et un lifting, un gonflement des seins, pour terminer par l'émancipation des femmes, contre le port du voile qu'elle trouve discriminatoire et opprimant, ainsi que contre l'islam politique. Une femme de convictions fortes pour son groupe d'actions agissant pour « Laisser les femmes

ressembler beaucoup à ma maman ». Toutes les questions sont permises désormais : Bo aimera-t-elle faire l'amour avec les hommes, plus qu'avec les femmes ? La réponse est diplomatique. Son vœu le plus cher ? « Rester crédible pour le spectateur comme journaliste et visage de VTM ». La chaîne en tout cas a déjà choisi : son soutien à sa nouvelle star était sans ambiguïté. Certains diront qu'un passage, cela lui rapporte un très gros scoop et un documentaire exclusif. L'autre sensation de la semaine au nord du pays est Darya Safai. C'était un des gros poissons à pêcher par les partis en route vers les élections et c'est bien évidemment la N-VA qui a gagné la partie. Cette femme promet, c'est peu dire, et les observateurs belligères s'accorderaient à reconnaître que cette « prise » - là allait faire du mal à la concurrence. Iranienne d'origine, cette dentiste active des droits de l'homme et de la femme, a dû fuir l'Iran pour s'établir en Belgique. De notre pays, elle a poursuivi ses combats pour l'émancipation des femmes, contre le port du voile qu'elle trouve discriminatoire et opprimant, ainsi que contre l'islam politique. Une femme de convictions fortes pour son groupe d'actions agissant pour « Laisser les femmes

iranienne entrer dans les stades ». La N-VA devrait la placer en bonne position sur les listes pour les élections fédérales de 2019, dans le Brabant flamand. Mais elle pourrait aussi se présenter en octobre 2018 aux communales de Wezembeek (dans le flamand) où elle réside avec son mari et ses deux enfants. Les nationalistes qui lui avaient décerné en 2016 le « Ebbenhouten Spoor », à la manière d'une Zolaïf Demin, Safai va servir la cause des intégrations réussies. La jeune femme va cependant très loin sur ce point, déclarant au *Standaard*, qu'elle ne voyait pas de points positifs dans la société multiculturelle qui « ne nous mènera nulle part ». On pourra dire beaucoup de choses de Bart De Wever mais qu'il a peur des femmes fortes et assertives. Le président de la N-VA mise sur nombre d'entre elles. Il n'a pas tort : elles n'ont absolument pas peur de faire de la politique à sa façon. ■



Baudouin Van Spillbeeck s'est ainsi révélé lundi matin en tant que Bo Van Spillbeeck. © DK